

Le Libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10^e — C.C.Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10^e)

LE FASCISME CONTINUE...

— ALERTE — CADIX —

en Espagne

DES nouvelles extrêmement alarmantes nous parviennent d'Espagne. Le tribunal militaire de Cadix s'apprête à voter à la mort vingt-deux militants de la F.A.I. et de la C.N.T. Meilleurs parmi les meilleurs, nos amis, qui n'ont cessé, dans les conditions d'une dictature atroce, la lutte et la résistance contre Franco, n'ont plus qu'un espoir : l'action internationale de la classe ouvrière.

Nous savons ce que représente pour le prolétariat international l'effort immense, la lutte épique, de tous les jours, de toutes les heures, des révolutionnaires espagnols. Nous savons quels espoirs la révolution de 1936 avait fait naître et c'est parce que nous savons cela que nous n'ignorons pas les forces cachées hypocrites et puissantes qui agissent derrière le bourreau.

Franco, l'homme d'une classe, d'un régime, c'est l'instrument qui agit, mais la force qui dirige, c'est celle de toujours : c'est le capitalisme sordide, c'est le talon de fer qui écrase le monde, qui se prépare à la reprise de la domination en bénéfice de la saignée de ces dernières années.

Chateaubriand, Bordeaux, Paris ! Horribles méfaits dont le Nazisme ne pourra jamais se laver. Mais le triomphe des démocraties, mais la liberté promise pour entraîner dans la lutte les millions de prolétaires à s'entretenir, tout cet idéal déversé pendant des années s'arrête-t-il à la frontière pyrénéenne ? Les démocraties vainqueurs d'une machine de guerre jamais égalée perdraient-elles leur puissance et leur volonté devant le défi d'un Franco, imposé par le Nazisme et le Fascisme, après une lutte qui vit déjà la trahison démocratique dans toute son abjection ?

Non, nous ne sommes pas dupes, nous savons ce que l'Espagne représente. Nous savons que le régime de Franco est maintenu grâce au « diktat » du capitalisme mondial. C'est la lutte des classes qui s'affirme, farouche, sans trêve. La subtilité des « républicains espagnols », c'est la bonne démocratie capitaliste, garantissant en Espagne, comme partout, l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est le recul à une date indéterminée de la Révolution Sociale !

José Giral ne s'y trompe pas lorsqu'il affirme que la reprise du gouvernement républicain ne se fera que par l'action violente ; il sait que ni la F.A.I. ni la C.N.T. ne rentreront en Espagne en passant par les fourches caudines... La boue du chemin de Canossa ne prend pas sur les hommes de cette trempe.

Industrialisation en Espagne au profit du bloc démocrato-capitaliste, zone d'influence espagnole au profit de la stratégie démocrato-capitaliste, car si le verrou des Dardanelles est déjà démantelé, celui de Gibraltar commande le contrôle méditerranéen et du continent africain dans ses parties septentrionale et occidentale ; c'est la pièce maîtresse d'un blocus de la révolution européenne aussi puissant qu'une bombe électrique.

La marche d'Espagne, où déjà les bases d'agitation sont entre les mains de certaine démocratie, c'est le départ de la contre-révolution, c'est le gendarme à pied d'œuvre, prêt à intervenir.

L'Espagne, c'est l'Anarchie, relevant le flambeau de la Révolution, démolissant tous les dogmes, tous les tyrans, tous les maîtres et les faux dieux ; c'est l'expérience déterminante capable d'entraîner tous les prolétaires, c'est plus que la Commune, c'est le flot irrésistible renversant tout sur son passage pour niveler la société et remettre les hommes en face de leur destin d'humanité et de liberté.

Camarades, dans les groupes, dans les fédérations, partout, agitation ! Que la voix du peuple se fasse entendre ; quand il parle, le monde entier est à l'écoute. Souvenons-nous de nos luttes, de Ferrer, d'Ascaso, Jover, Durutti ! Souvenons-nous de Sacco et Vanzetti ! Tous à l'œuvre ! Vingt-deux des nôtres attendent de nous que notre action directe les délivre ; ce ne sont pas à nos maîtres qu'ils s'adressent, c'est à leurs frères de misère ! Serons-nous Judas ou Pilate ? Nous préférons Spartacus ! Debout pour nos camarades en danger ! Soyons face à face avec notre ennemi. Toute victoire, même partielle, engage la victoire de tout le prolétariat. A l'appel de Cadix, une seule réponse : Anarchistes, présents !



Le destin de la ville andalouse représente quelque chose de contradictoire : berceau des foyers révolutionnaires les plus purs, on y retrouve aussi la preuve d'une répression féroce. Au cours de la seconde moitié du 19^e siècle, une forte agitation révolutionnaire entraîne les masses à une révolution agraire et à tendance anarchiste. Après le soulèvement de 1857, nouveau soulèvement en 1868, orienté vers le républicanisme socialiste. Commencé à Cadix, le mouvement ne tarde pas à gagner toute l'Andalousie. 1869 et 1873 voient deux autres poussées révolutionnaires, dont l'une à tendance cantonaliste. 1890 voit des manifestations violentes à l'occasion de la commémoration des martyrs de Chicago, avec une plate-forme revendicative : la journée de huit heures. L'influence de la Fédération Régionale, section de l'Internationale, est profonde et puissante ; c'est au congrès de Séville, en 1882, que pour la première fois Rubio développe la position du communisme anarchiste, appuyant sa démonstration sur la supériorité de cette forme d'organisation sociale à celle du collectivisme. Enfin, en 1892 une commune libertaire est constituée à Jerez de la Frontera ; c'est aux cris de « Vive l'Anarchie ! » que la proclamation de la commune a lieu.

C'est à Cadix qu'est né Fermín Salvochea (1842-1907). D'abord acquis au mouvement républicain, il ne tarde pas à rejoindre le mouvement anarchiste et prend une part active au soulèvement de 1868. Malheureusement, la répression aussi à son tableau et la classe agraire andalouse a payé un lourd tribut dans la lutte qu'elle a menée. Aujourd'hui, vingt-deux de nos camarades, parmi lesquels Luis Quiros, Juan Corral, José Martí, José Lillo, José Fernandez, José Jiménez, Juan Gonzalez et Angel Gonzalez, Julio Quintero, Antonio Moya, Martin Ruiz sont sous le coup d'une condamnation pour leur sabotage et leur résistance au régime de Franco.

D'autres, tels nos amis Sebastian Puig, Joaquim Serrano, Jonas Pizaro, plus vivants encore, sont menacés de la peine de mort. Vingt-deux de nos camarades sont impliqués dans le procès. Faisons tous nos efforts pour qu'au gloire passé révolutionnaire de Cadix ne soit pas attaché le souvenir d'un anniversaire douloureux. La classe ouvrière se doit d'interdire l'entrée du crime à Cadix. Ce devoir de classe, elle le fera de toutes ses forces, nous en sommes sûrs.

Solidarité

DE LUTTE

C'est sous ce titre qu'un des journaux clandestins de la C.N.T. en Espagne, « Solidarité Ouvrière » (« Solidarité Ouvrière »), qui continue à mener le dur combat contre l'oppression des régimes totalitaires, fait un appel vibrant et digne à ses propres membres.

« Nous croisons pas les bras parce que l'ennemi redouble sa répression. Nous connaissons les difficultés que nous avons à valence et nous accomplissons notre devoir de poursuivre notre marche en avant, sans oublier les camarades qui tombent en chemin. Nous ne devons pas oublier la première vertu de notre organisation : solidarité, sans humilier ceux qui sont tombés par une aumône.

« Portons avec orgueil nos obligations dans les moments difficiles, avec volonté et audace. Nous avons tous quelque chose à donner à l'organisation et elle a besoin de nous tous.

« Tout est sur pied, malgré les attaques irritées de la bête, et nous ne nous arrêterons que lorsque nous aurons obtenu la chute de la dictature. A nos côtés sont nos compatriotes qui attendent dans le monde le moment propice. Nous ne voulons que personne ne nous supplante dans ce rachat de notre liberté. Nous demandons seulement le traitement que les démocraties ont donné à tous les pays qui s'opposent par les armes au fascisme international. L'Espagne entière répudie Franco. Et dans l'Europe libérée il ne peut subsister un régime monstrueux dans lequel on porte sans cesse atteinte à la loi, la justice et la morale. »

Cet appel à la solidarité, si beau dans sa dignité, car nos frères d'Espagne ne l'adressent qu'à eux-mêmes, c'est à nous aussi d'y répondre et de montrer que, pour ceux qui ont le plus élémentaire sentiment de la justice, il n'y a pas de frontières. Nous aussi, camarades espagnols, nous ne comptons que sur nous-mêmes, et c'est pourquoi nous sommes à vos côtés dans cette lutte pour votre émancipation et pour l'émancipation du monde entier.

FORMATION PREMILITIAIRE

Il paraît que la France a manqué de paix naguère, mais il serait peut-être préférable qu'il y en ait encore moins maintenant puisque ce papier sert à coller sur les murs de notre pays cette honteuse affiche rappelant aux jeunes qu'il existe, après six ans de guerre, des groupements de « Formation prémilitaire ».

Nous nous adressons aux responsables d'une telle affiche, — cette image mensongère qui représente un effort noble et pur dans la silhouette d'un lanceur de javelot, derrière le geste affreux, qui appelle la guerre, de ce soldat lâchant la grenade, — à vous, les gouvernements qui conviez les jeunes exploités de cette guerre à aller apprendre le métier des armes.

Ecoutez-nous une bonne fois. Ces jeunes gens, qui ont assez perdu de leur jeunesse pendant le conflit mondial et que vous allez contraindre, pour remplir vos intérêts plus tard dans une prochaine « der des der », à aller faire le pire sous le regard râleur de quelques pédants et fainéants qui n'ont d'autres soucis que plastronner en uniforme.

Nous vous demandons de les laisser vivre une fois pour toutes.

Nous savons ce qu'est la guerre, nous savons que nous n'avons aucun bénéfice à en tirer ; nous avons, quelques-uns, tout perdu et quand même nous nous obstinons à tout reconstruire après l'épreuve. Et vous, vous venez nous forcer à préparer la bataille où on détrira tout une nouvelle fois.

Votre falacieux prétexte, qui consiste à dire qu'il faut défendre la France contre toute agression et, pour cela, maintenir une armée, ne tient pas devant la situation des forces qui pèsent sur le monde.

(Suite page 3)

LA SITUATION INTERNATIONALE

DISCOURS ET REALITES

Après l'échec de la conférence de Londres, les chefs d'Etat ont cru nécessaire, en vue d'éclairer la situation politique, de s'adresser directement à l'opinion publique.

Bevin, aux Communes, s'il a condamné les zones d'influence, a cherché surtout à en minimiser l'importance, recherchant un terrain d'entente ; il a soutenu la thèse américaine de l'internationalisation des voies fluviales importantes de l'Europe, afin d'assurer le ravitaillement des populations affamées et des industries moribondes. Le spectre de troubles dus au chômage et à la famine inquiète fortement l'Angleterre, qui jusqu'ici ne souffre pas de ces deux fléaux, mais dont la situation après une guerre où elle a donné un effort financier gigantesque ne peut se dresser que si l'exportation et tous les marchés internationaux reprennent leur activité. Or, ce n'est pas dans un continent troublé que le but sera atteint. Coup de chapeau à la demande française de l'internationalisation de la Ruhr, mais ici la présence de l'U.R.S.S. reste toujours un point délicat.

Truman, en douze points, comme Wilson en 1918 l'avait fait en quinze points,

a défini la politique américaine, se refusant à toute expansion territoriale ; il a condamné ouvertement les changements territoriaux qui n'auraient pas eu l'acceptation librement consentie des intéressés, n'hésitant pas, dans son sixième point, à condamner les gouvernements imposés aux nations par une force étrangère ; enfin des considérations s'harmonisant avec la Charte de l'Atlantique, le tout surmonté de la libre navigation sur les grandes voies navigables et l'égalité d'accès aux sources des matières premières qui existent dans le monde.

Le discours que l'on attendait était celui de Staline. Celui-ci était actuellement introuvable, c'est Molotov qui a défini la

position de l'U.R.S.S. : condamnation des blocs rivaux ; nécessité, malgré les divergences, de maintenir l'union entre les Alliés ; refus de voir l'organisation des Nations Unies dégénérer en un impérialisme d'une seule nation ; constatation qu'en politique intérieure dans les pays alliés la réaction a subi des reculs importants, au profit des démocraties ; renforcement de l'unité soviétique, qui ne connaît ni l'exploitation de l'homme par l'homme, ni de classes sociales. En fait, Molotov n'a rien promis, n'a rien abandonné, mais il a évoqué, après Kalinine, la patrie du socialisme. Sommes-nous là à la reprise d'une nouvelle orientation de la politique soviétique ?

(Suite page 2)

FRANCO assassine des antifascistes de 1936

VENEZ PROTESTER ET MANIFESTER LE

JEUDI 22 NOVEMBRE, à 20 h. 30

Tous à la MUTUALITÉ

Aux hasards du Chemin

LA LIBERATION CONTINUE

La R.A.F. et les tanks anglais sont entrés en action en Indonésie afin d'appuyer l'application de la Charte de l'Atlantique.

❖ * ❖
EN INDO-CHINE

Le sang continue à couler, on fusille et on emprisonne. Les métallos parisiens émettent une vigoureuse protestation. Bravo ! La Ligue des Droits de l'Homme, le P.C., la S.F.I.O., la C.G.T., le Secours Populaire et « Franc-Tireur » organisent un grand meeting pour faire connaître la vérité sur cette affaire. Bravo ! Bravo !

On démontrera aux auditeurs que l'intérêt national bien compris exige que les Indo-Chinois doivent être traités comme nos frères. Rebravo !

Nous souhaitons donc le plus grand succès aux organisateurs, en craignant cependant que l'un des orateurs ne soit frappé d'amnésie. Parce qu'au nom de cette vérité qu'on divulgua, M. Marius Moutet, député S.F.I.O., ex-ministre des Colonies, expliquera-t-il aux auditeurs que, sous sa tutelle, les Annamites furent tout aussi maltraités qu'auparavant.

Les Annamites eurent le tort de croire aux vertus du Front Populaire et, pleins d'allégresse, se rendirent en cortège, drapeaux tricolores en tête, accueillir le nouveau gouverneur nommé par le cabinet Blum. Ils furent matraqués par la police.

Ensuite ce fut l'arrestation de Tao et Tra Tu To, directeurs du journal « La Lutte », pour la reproduction d'un article de... Léon Blum !

M. Moutet osera-t-il demander aux actuels dirigeants de faire mieux qu'il n'a fait lui-même ?

❖ * ❖

ACTUALITES CINEMATOGRAPHIQUES

Avez-vous vu cette actualité où de pauvres grands mutilés de guerre sont rééduqués : saut en longueur, en hauteur, montées d'escalier ou d'échelles, le tout exécuté par de solides gaillards privés de leurs deux jambes, remplacées par des jambes artificielles ? C'est une partie de la guerre, cela. Et quand ces pauvres types seront bien rééduqués... on les remettra en vitesse à produire, produire, produire, car pour le capitalisme il n'y a toujours que cela qui compte. Plus-values, bénéfices, dividendes pour les uns ; jambes de bois, citations, dédications pour les autres, et, comme toujours, dans l'intérêt supérieur de la Patrie, dans une union totale de tous ses fils. « Fermez le ban ! »

❖ * ❖

INCOHERENCE

La Presse d'idée libre n'est pas libre, la Presse à tendance révolutionnaire n'est pas libre non plus, mais le fin du fin, c'est que la Presse trotskiste, interdite, a eu les honneurs du micro en tant que parti politique présentant des candidats aux élections ; même chose pour les monarchistes-socialistes. Nous ne sommes pas jaloux des bénéficiaires, mais, tout de même, on a du mal à comprendre.

❖ * ❖

GANGSTERS EN UNIFORME

Les journaux se font l'écho de multiples agressions nocturnes à main armée, qui ont lieu à Paris, et dont les auteurs sont des soldats américains ou autres. Gageons que ces soldats, emportés par l'amour du métier, ont trouvé ce moyen pour se conserver la main. Regrettions seulement qu'ils ne cantonnent pas leur entraînement sur des sujets des Champs-Élysées ou du boulevard Saint-Germain. Mais, si nous voulons comprendre ces faits divers d'après-guerre d'une façon plus sérieuse, demandons à nos distributeurs de films de nous redonner sur nos écrans le merveilleux film américain « On lui donne un fusil ».

❖ * ❖

TEMPS MAUDITS

Fondeur du Creusot, devant toi
Il y a un fondeur d'Essen,
Tue-le !

Mineur de Saxe, devant toi
Il y a un mineur de Lens,
Tue-le !

Marcel MARTINET.

UN NOUVEL AVION

D'Amérique nous parvient la nouvelle d'un avion sans pilote, fonctionnant sans essence, et faisant une vitesse de 2.250 kilomètres-heure. En conséquence, deux heures après le départ de New-York, c'est à Paris qu'en enregistre l'explosion.

❖ * ❖

LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME

5.000 tonnes de pommes de Belgique ont été vendues à un prix très inférieur au prix de taxe français, mais les journaux annoncent que pour éviter les effondrements des cours, on les a taxées sur la base du prix de revient français. Le bénéfice excédentaire sera versé par les grossistes au Trésor. Autant dire qu'en fait de pommes, on nous prend pour des poires.

OH ! FUNERAILLES

Jusqu'en ces derniers temps, les morts étaient gens raisonnables. Une fois l'an ils avaient « leur jour », tout comme la baronne. Ce n'est pas qu'ils invitaient plus particulièrement ce jour-là, mais enfin ils recevaient, ils recevaient force fleurs, cependant la coutume l'avait consacrée : le 1^{er} novembre leur était réservé.

Or, c'est maintenant une quinzaine qu'il leur faut. C'est le 1^{er}, le 10, le 11, ça n'en finit plus. Et, non contents d'avoir droit de cité dans les cimetières, dans les ossuaires, à l'Arc de Triomphe, voilà qu'ils annexent le Mont Valérien.

Où s'arrêteront-ils ? Et ils se balladent !

En période de paix, le bœuf gras fait son petit tour avant le sacrifice, la dernière promenade du condamné : c'est plus logique.

Pourquoi faut-il qu'en période de victoire, les défunt de la dernière éprouvent le besoin de parcourir en grande pompe le « gay Paris » ?

Et pourquoi faut-il que les quinze inconnus, partis des Invalides et misés en société anonyme, aient été rendre visite à l'individualiste de l'Arc de Triomphe ?

Sans doute pour ne pas lui dire : « Salut, l'ancien, et comment ça ne va-t-il plus ? »

A quoi le solitaire n'a pas manqué de ne pas répondre : « Sacrés bleusailles, pas... outus d'aligner leurs cercueils d'une façon réglementaire ! »

Parce qu'on est tout de même en droit d'être un peu bougon quand on est un vieux soldat décédé, mais non point démovilisé, et qu'on est de garde depuis vingt-sept ans.

Et naturellement il n'a pas ajouté : « Vous savez ce que c'est maintenant, une épopée ! Ça commence la fleur au fusil et ça se termine sous les chrysanthèmes. »

UN PEU DE LOGIQUE

Parlant de l'« Osservatore Romano », l'« Humanité » jette cris et coups de pied d'âne parce que l'organe du pape ose adresser une prière aux Français pour que le nouveau gouvernement bannisse « les lois laïques et anti-cléricales qui ont fait tellement de mal au peuple français ».

Et le porte-parole du nationalisme français nouvelle édition — j'allais dire intégral — de conclure : « Singulière ingérence dans les affaires intérieures de notre pays, contre laquelle les catholiques républicains (sic) et patriotes (resic) ne devraient pas être les derniers à protester ! Il est tout de même difficile d'admettre que le journal officiel de la Cité du Vatican, le véritable Etat étranger avec lequel nous échangeons des ambassadeurs, se permette de prescrire son programme et ses votes à un parti politique français, comme si nous n'avions brisé les chaînes de l'esclavage que pour tomber sous une tutelle aussi indiscrète qu'ontueuse. »

Bien, camarade Cogniot ! Mais une petite question : Pourquoi n'as-tu rien dit lorsque l'« Etoile Rouge » du très haut généralissime père des peuples Staline, de

J'AI DES IDEES SOCIALES...

Mon patron a voulu m'engueuler. J'ai gueulé plus fort. Il a baissé le ton. Il ne s'est rien passé. A noter.

❖ * ❖

JAPONAIS PARTOUT !

En Indonésie, les rebelles nationalisés (?) sont commandés par des Japonais. En Chine insurgée, les troupes communistes en lutte ouverte avec Tchang-Kai-Tchek sont commandées par des Japonais. En Indo-Chine, le Viêt-Minh a des cadres japonais. Mais, dans l'armée d'occupation, les Japonais se joignent aux Alliés pour rétablir l'ordre. Ces Japonais, tout de même, quels faux jetons ! Mais combien stitiles !

QUESTION DE MEMOIRE

Une émission était donnée récemment à la radio à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Nous y avons relevé naturellement l'apologie de Lénine et même et surtout celle de... Staline. Étrange, n'est-ce pas ?

Par contre, de Trotsky, aucune trace, aucune ombre de souvenir.

Pourtant, si notre mémoire ne se trompe pas, il nous semble qu'il avait un tout petit peu sa place dans la commémoration de cet Octobre rouge, en regard d'un Staline qui, alors, n'y brillait pas spécialement.

Mais, ô miracle ! qu'avons-nous entendu tout à coup, lorsque le récitant Féodor nous a décrit la manifestation organisée en l'honneur des 500 ouvriers tombés pour la liberté, lors des émeutes de Moscou !

Parmi le flot des drapeaux rouges on y voyait — paraît-il — les drapeaux noirs des anarchistes.

Ces messieurs, qui firent fi complètement de la vérité historique à l'égard de Trotsky, nous notons tout de même qu'ils n'ont pas oublié les anarchistes dans ces dix jours qui ébranlèrent le monde.

❖ * ❖

LA POLICE AVEC NOUS !

« Les policiers veulent, à l'avenir, que leur fonction soit au service du peuple, en traquant les délinquants de droit commun, en assurant la sécurité publique. » (Extrait d'un communiqué de la Fédération nationale des syndicats de police de France et des colonies.)

Ce qui nous semble le plus extraordinaire de prime abord, c'est qu'il puisse exister un syndicat des policiers, de ces mêmes policiers qui traînent les grévistes et les syndicalistes devant les tribunaux, le bagne ou le poteau.

« Délinquants de droit commun », cela demande à être expliqué, car ces syndicalistes nouveau genre ont-ils présenté à la mémoire le mot désormais fameux de Proudhon : « La propriété, c'est le vol. » ? De quels crimes de droit commun est-il question ? Ignorant-ils, ces initiés de la dernière heure, que 95 0/0 des délit provenient de la misère et de l'envie, conséquences du profit, et que les 5 0/0 relèvent seulement de l'hôpital ? Alors, si tout cela est admis, si l'on connaît la cause du mal, pourquoi une police ? Sans doute pour défendre l'ordre nouveau !

De quelle sécurité publique s'agit-il ? Celle des opprimés ou celle des oppresseurs ?

Et le communiqué est signé « Félon ». Tout un programme !

❖ * ❖

A VOUS LA PLACE !

Les communistes se dérobent devant les responsabilités qui leur échoient à la suite de leurs « bénéfices » aux élections.

Il était facile, en effet, jusqu'ici d'expliquer aux militants tout l'opportunisme d'une position qui s'éloignait chaque jour davantage du communisme, puisqu'il était question, en vue d'atteindre le pouvoir, de « prendre » le maximum de « gens » dans tous les « milieux » et dans le filet de la conciliation.

Mais maintenant les communistes l'ont, ce pouvoir tant désiré, et il leur faudra alors s'expliquer ferme sur ce qu'ils ont promis au nom du socialisme.

S'ils n'abandonnent pas leur position réformiste — et ils ne l'abandonneront pas, le modèle de l'U.R.S.S. s'étant par trop engagé dans la voie de la contre-révolution et du rétablissement de tous les vices de la société bourgeoise — que penseront et que feront les vrais communistes qui savent ce que signifie le communisme et ce vers quoi il tend ?

Ils ont suivi et acquiescé à tous les abandons, persuadés qu'ils étaient que cela ne pouvait être qu'une tactique d'action qui n'entamait en rien la doctrine et qu'un jour on en reviendrait graduellement aux valeurs de base, nanti d'un appont de forces considérables, fruit de la souplesse et de la maniabilité de la « dialectique » devant les nécessités inévitables du moment.

Que penseront ces militants, que feront-ils quand rien ne sera réalisé de ce qu'ils sont en droit d'attendre de ceux en qui ils ont placé leur confiance ?

On comprend pourquoi Maurice Thorez soit réticent devant l'acceptation des responsabilités du pouvoir.

Franco assassine

22 des meilleurs antifascistes militants de la C.N.T.-F.A.I. condamnés par le tribunal de Cadix

Peuple parisien qui a combattu l'hitlérisme, le fascisme, tu dois les sauver !

On continue en Espagne les méthodes de Buchenwald ! Les Démocraties n'osent pas désarmer Franco !

Viens protester et manifester ta solidarité envers nos camarades en assistant au

GRAND MEETING

qui se tiendra le Jeudi 22 Novembre à 20 h. 30 au PALAIS DE LA MUTUALITÉ, rue St-Victor (métro Maubert-Mutualité)

ORATEURS :

B. LORIOT, qui dévoilera la complaisance des Démocraties envers Franco.

Frederica MONTSENY, Représentant la C.N.T.-F.A.I.

J. LEFÈVRE, Secrétaire de la Commission de Propagande.

H. GARIAU, Secrétaire de la Commission de Solidarité.

Impérialisme et Diplomatie

(Suite de la 1^{re} page)

viétique ? Kalinine n'hésite pas à déclarer, le 26 octobre : « Notre pays est le seul Etat socialiste du monde, la victoire ne signifie pas que tous les dangers menaçant notre système socialiste sont éliminés. Seuls les dangers les plus concrets, les plus immédiats, ont disparu. » Cet appel très net s'affirme à nouveau dans le discours de Molotov. En face des manœuvres capitalistes des démocraties, devant le danger d'un bloc hostile, les hommes politiques de la Russie lancent le mot d'ordre qui sera repris en chœur par toutes les sections nationales des partis communistes : « Pas de guerre contre la patrie du socialisme ! » C'est une formation d'idéologie des masses contre un isolement possible, prélude à des prétentions plus directes des adversaires capitalistes.

Mais tous ces discours n'empêchent pas qu'une question des Détroits existe, qu'elle ne s'arrête pas aux Dardanelles, que l'administration de l'Allemagne et le contrôle du Japon restent entiers, et surtout que la propriété du secret de la bombe atomique n'a de valeur que si les trois détenteurs restent d'accord entre eux, ce qui suppose aucune prédominance. Or, il y en a un qui a le secret et les possibilités de fabrication, tandis que les autres n'ont

que le secret, mais pas la possibilité. Quant à ceux qui n'ont ni la possibilité, ni la technique, ils cherchent activement le moyen d'être à égalité, ceci dans une confiance commune et pour le plus grand bien des peuples, comme en font foi les discours des grands hommes d'Etat, tous partis de bonnes intentions.

Et les prolétaires de tous les pays se passionnent pour tous ces problèmes, oubliant du récent passé, oubliant que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais cela, c'est un problème dont on ne leur cause plus depuis longtemps. C'est la Révolution Sociale qui se pose dans un régime qui ne se survit que par la misère qu'il engendre.

Pour un « LIBERTAIRE » bientôt hebdomadaire
SOUSCRIVEZ !

L'ACTION DIRECTE

Situons cette action directe dont tant de partis politiques parlent et que nul d'entre eux ne pratique effectivement. C'est l'action révolutionnaire. On serait tenté d'écrire « révolutionnaire » avec un grand « R » pour réhabiliter ce terme tant galvaudé de nos jours, car pour nous, anarchistes, révolution ne veut pas dire action brouillonne et destruction systématique, mais bien action concertée et construction ferme d'une société entièrement neuve. « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre », disait Elise Reclus.

La révolution, c'est la reprise immédiate et totale de tous les moyens de production, l'ordonnancement de la distribution qui cette fois serait égalitaire. Il n'y a pas d'appétits qui ne se satisfassent pas. Un juste équilibre s'établissant au bout de très peu de temps dès que l'abondance a chassé la rareté. L'action révolutionnaire, c'est la lutte pour un devenir meilleur, pour la transformation de la condition humaine. Et tout ce qui a pour but un devenir meilleur et la transformation absolue de la condition humaine entre dans le cadre de l'action directe. La révolution sociale en est le point final, car pour nous nulle révolution ne peut se qualifier de sociale s'il subsiste un déséquilibre, un malaise, une gerbe de revendications, une seule revendication.

Nous vivons en régime capitaliste. Nous subissons sa contrainte. Nous étouffons sous ses lois. L'homme n'est plus l'homme, mais un rouage, un robot. N'attendez pas, camarades, que, pris par une soudaine crise d'altruisme, le capitalisme redistribue ses richesses, abandonne ses prérogatives en un second Quartier Aout, s'immole ! Tant que le système du profit subsistera, il y aura deux classes : celle des oppresseurs et celle des opprimés. La seconde, de beaucoup la plus nombreuse et la moins consciente de ses droits ; la première, de loin la mieux organisée. Pour détruire le bastion où se ré-

fugie la puissance de l'or, qui, dans notre système économique présent, fait tourner les usines, ensemençant les champs, provoque à volonté la disette, le chômage, la guerre ou la paix tumultueuse, il n'est qu'une arme : la grève, le refus de travailler pour le bénéfice de quelques-uns au détriment de tous les autres. Et la grève, pour avoir sa vraie signification, ne doit pas seulement être une protestation sporadique, un sursaut de dégoût momentané, mais le préliminaire de la révolution. Grève partielle, puis grève générale et, enfin, grève insurrectionnelle, tel est le processus normal de l'action révolutionnaire, telle se traduit l'action directe dans les faits. A ce processus se joignent tous les additifs de la lutte engagée par l'exploité contre son exploitateur : ralentissement du travail lorsque le patron ou l'Etat demande une accélération de la production pour son unique bénéfice ou pour la satisfaction de son orgueil ; refus de faire des heures supplémentaires, même payées doubles, etc., etc., cette action directe à finalité révolutionnaire se cristallisant spécialement dans les organisations revendicatives, c'est-à-dire les syndicats.

L'action directe est la seule méthode de combat efficace que les travailleurs possèdent. Sans elle la lutte de classes n'est plus que fumée. Ni les partis politiques, qu'obnubile ou stérilise la prise du pouvoir, ni dans les syndicats réformistes de l'heure présente, dernier refuge d'un capitalisme à l'agonie, ne peuvent défendre et pratiquer la lutte de classes. Nous, les révolutionnaires, en faisons notre bâton. L'action directe est essentiellement anarchiste. Parce que nous ne voyons en elle, non un moyen politique — donc démagogique — pour prendre le pouvoir, mais bien une méthode de combat pour abattre toutes les formes du profit, que celui-ci se réfugie dans la propriété privée ou la propriété d'Etat.

Conférence Nationale de la Fédération Anarchiste

Le Congrès des 6 et 7 octobre n'ayant pas assez duré pour que son ordre du jour soit épousé, une Conférence Nationale se tiendra à Paris, le dimanche 2 décembre 1945, de 9 heures à midi, de 14 heures à 19 heures et de 20 h. 30 à 23 heures, Salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, à Paris (métro : Saint-Michel et Odéon).

Les secrétaires de groupes ont déjà reçu toutes précisions à ce sujet. Les isolés, membres de la Fédération Anarchiste, désireux de les recevoir ou d'assister à la conférence, voudront bien le faire savoir dès maintenant au siège de l'Organisation, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

D'autre part, nous informons tous les camarades que, étant donné l'importance capitale qu'il y a lieu d'attacher au contenu des débats des 6 et 7 octobre, la longueur du compte rendu qui les relate et, néanmoins, son insuffisance, celui-ci ne contenant point des décisions importantes qui ne pourront être prises que le 2 décembre, la commission administrative a décidé à l'inopportunité de procéder avant cette date à la publication des débats des 6 et 7 octobre.

En bref, voici les raisons de cette détermination :

1) L'Organisation n'ayant pas encore discuté certains points dont la conclusion déterminera son orientation, la publication, avant le 2 décembre, des débats des 6 et 7 octobre pourrait donner une idée inexacte de l'esprit même de la Fédération Anarchiste.

2) En publiant le compte rendu des débats de ces deux journées, sans attendre que le Congrès qui, en fait, ne se terminera que le 2 décembre, ait achevé ses travaux, nous nous exposons à un supplément de dépenses que nous devons éviter, notre propagande devant utiliser ses ressources aussi judicieusement que possible.

Nous savons que nos camarades comprendront le bien-fondé d'une telle décision et les remercions de ne pas s'impliquer.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE.

FÉDÉRATION ANARCHISTE Région Parisienne

Réunions Publiques et Contradictoires

JEUNESSES LIBERTAIRES

Jeunes qui vous sentez menacés par une troisième guerre mondiale, venez tous en masse le

Mardi 27 Novembre à 20 h. 30, Salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées (Métro Gambetta)

Mardi 4 Décembre à 20 h. 30, Salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées (Métro Gambetta)

les anarchistes vous parleront de leur position devant la Constituante.

Abonnez-vous au "LIBERTAIRE"

Théâtre

CALIGULA

son fils. Un rictus de comande refoule l'émotion mal contenue d'un malheureux qui retient ses larmes.

Hormis l'intérêt scénique de cette œuvre (dans laquelle on aimerait cependant voir moins de cadavres), on ne saurait faire la leçon philosophique qui s'en dégage. En effet, la démentie de Caligula engendre (à moins qu'elle n'en découle) une conception de la vie selon laquelle, au nom de l'accomplissement de son « moi », en raison de sa soif personnelle de liberté, le crime n'est rien s'il lui permet d'assouvir ses désirs, même les plus fantaisistes.

Les caprices les plus invraisemblables trouvent pour lui leur justification dans la réalisation de « sa » liberté, même s'ils aboutissent à l'étroufement de la liberté et à la destruction de la vie d'autrui. Il nous est ainsi démontré comment certaines conceptions erronées de la liberté individuelle peuvent enfanter et « justifier » les pires des dictatures.

Les extravagances meurtrières de Caligula font penser à ces faux individualistes qui, posant au savant, après avoir lu Stirner et Nietzsche, en ont fait une analyse tendencieuse pour aboutir, au nom d'un « déterminisme » bien spécifique, à la nécessité de s'affirmer soi-même, envers et contre tous, dans l'univers en subir les conséquences. Peut-être l'auteur n'a-t-il pas cherché à provoquer le spectateur. Elles ne nous viennent pas moins à l'esprit.

L'interprétation de cette œuvre est bonne. La mise au point est irréprochable. Et force nous est, avant d'en terminer, de signaler que l'artiste qui joue le principal rôle est un Caligula remarquable.

SUR LA PENSÉE LIBERTAIRE

L'évolution des sociétés, leur adaptation sociale aux conditions économiques du moment, la matérialisation des systèmes philosophiques présentés à l'homme comme le but de son effort ont toujours été l'objet de l'attention critique du monde intellectuel. C'est en partie dans leurs rangs que se sont recrutés les réformateurs les plus originaux et c'est également dans leurs rangs que les spéculations sur ces réformes ont représenté le caractère le plus éclectique.

Ils ont forgé les morales des systèmes qu'ils avaient fait leurs, non pas comme découlant de ces systèmes, mais pour les justifier.

Si on peut dire que le désir d'évolution de la société vers un stade supérieur explique parfois la raison de leurs travaux, il est sûr que la curiosité de l'esprit, le désir d'analyser les êtres et les choses sous un angle différent de celui généralement admis a été pour eux le plus puissant des stimulants.

Lorsqu'il s'agit de faire rentrer dans le domaine des réalisations pratiques des théories sociales ou philosophiques, l'apport des intellectuels devient pour les réformateurs une nécessité. Et cela explique avec quel soin les grands partis sociaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'appliquent à prévoir les méthodes les plus appropriées pour les attirer à leurs conceptions, non pas en tant qu'individus ou en tant que valeurs, mais en tant que classe bien particulière au sein de la collectivité.

Nous devons, nous aussi, ne rien négliger pour attirer l'attention des intellectuels sur la forme sociale que nous préconisons et les avantages qu'elle représente au point de vue humain, mais nous n'aurions rien fait si nous n'arrivions pas en même temps à créer dans le domaine de la pensée, en s'appuyant sur des bases scientifiques solides et sur notre philosophie telle que l'ont définie Proudhon, Bakounine, Kropotkin, etc., une méthode de raisonnement qui leur permette d'envisager les hommes, les choses, les événements sous un angle nouveau, débarrassés de morales entretenu par vingt siècles d'exploitation humaine.

Les intellectuels en possession de cet outil de la pensée et pouvant à nouveau remesurer les valeurs sous un angle différent trouveront dans l'élaboration de « la Commune Libertaire » un intérêt d'autant plus fort qu'ils y verront la possibilité de matérialiser leurs spéculations intellectuelles.

Et c'est, à notre avis, la tâche que doit se fixer notre Revue de culture anarchiste qui sera comme un reclassement et, bien plus, une reconsideration de toutes les valeurs.

Militants et sympathisants JEUNESSE ET MILITARISME

(Suite de la 1^{re} page)

et au milieu desquelles la France n'est vraiment qu'un « PETIT ».

Dans le cas d'une attaque éventuelle, qui ne pourra venir que de ceux qui possèdent toutes les forces armées qui ont achevé la guerre, nous vous demandons quelle serait la résistance dont serait capable notre pays.

Vous voudrez une armée par l'asservissement des jeunes ; c'est pour mieux soutenir votre impérialisme chancelant en Indochine et ailleurs, devant la révolte de ceux que vous avez brimés et dominés et qui veulent la liberté dont vous parlez tant ; c'est pour mieux étouffer la révolution sociale que le prolétariat, dégoûté des tripotages politiques des partis, pourrait déclencher un jour dans la force terrible de sa puissance qui n'attend que le réveil et le signe, peut-être, du combat.

Aussi, si un jour, nous l'espérons, les jeunes ne répondent plus à votre appel, ne soyez pas surpris que nous soyons à leurs côtés pour les soutenir. Outre le travail de la révolution où les jeunes ont leur place essentielle à tenir, il y a, croyons-nous, assez de travail pour eux à reconstruire en France ce que les militaires ont déjà détruit au moyen de ce que vous postulez inévitablement avec votre « Formation pré militaire » : la guerre.

Tarbouriech : La cité future. — Vaudet : Vérité sur la question romaine, 70 fr. — B. Malon : Précis de socialisme, 70 fr. — Paillette : Tablettes d'un lézard, 50 fr. — Gimenez : La suppression de la guerre, 50 fr. — Andreas Latzko : La marche royale, 50 fr. — Fernand Kolney : Mariane à la curée, 30 fr. — Abrégé du Capital, 40 fr.

UNE REVUE

va paraître...

Une Revue va paraître dont le lancement se fait par souscription. Cette Revue, qui sera, dans les domaines artistique, littéraire, scientifique, social, économique et philosophique, l'interprète de la pensée anarchiste, paraîtra lorsque le montant des souscriptions et le nombre des abonnements l'auront permis, ce qui, nous en sommes sûrs, ne saurait tarder.

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr. ; 12 numéros, 220 fr.

Camarades, souscrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adresser tout versement à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 589-76, Paris.



LE SYNDICALISME



LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE

du programme de la Délégation des gauches

La conférence politique, rassemblée autour de la C.G.T., vient de produire un document connu sous le nom de « Programme de la Délégation des Gauches », document qui a l'ambition de servir de base à la politique du futur gouvernement. Nous ne savons pas encore quelle a été la part exacte de la Confédération Générale du Travail dans l'élaboration de ce texte, mais ce que nous savons, c'est qu'il serait fort imprudent aux ouvriers d'escroquer de l'application de ce programme le plus mince soulagement à leur misérable condition.

Il serait trop long d'entreprendre une critique d'ensemble du document ; nous devons nous limiter à la partie qui intéresse plus particulièrement la classe ouvrière et qui a trait à la politique économique et à la politique sociale. La nationalisation des industries clés forme la base de l'éifice. En réalité, si on jette un regard sur l'énumération des industries visées, il apparaît que la totalité de la vie économique va se trouver soumise au contrôle de l'Etat. En effet, les quelques industries constituant le secteur resté libre dépendent étroitement, et pour leurs matières premières, et pour leurs débouchés, et pour leur circulation, de l'industrie lourde, des transports, de l'énergie, du crédit et des assurances, lesquels constituent le secteur « nationalisé » sous la direction de la bureaucratie ministérielle. Car toutes les précautions que l'on prend pour nous persuader que les entreprises seront gérées « par des méthodes commerciales, et non bureaucratiques » (III. — Politique économique, art. 5, V), nous font rire : depuis longtemps — depuis le gouvernement Blum-Front Populaire — la Banque de France fonctionne comme une dépendance du Trésor, c'est-à-dire de l'Etat. Il est difficile alors de croire que les banques privées, devenues banques nationalisées, puissent longtemps garder leur indépendance lorsque le plus important de nos établissements de crédit devient un instrument docile et passif entre les mains d'un Etat profondément bureaucratisé. Il y a plus : l'économie dirigée (dirigée par qui ? par quoi ? sinon par les « intérêts généraux », c'est-à-dire, pour appeler les choses par leur nom, par le gouvernement et ses bureaux), l'économie dirigée, disons-nous, postulant la disparition de la libre concurrence, moteur et régulateur de l'économie, les rapports économiques deviennent fatalment arbitraires. Plus de marchandise, c'est l'intérêt général (l'Etat) qui devient l'arbitre souverain et qui règle en maître absolu la production de telle branche de l'industrie tant du point de vue

de la qualité que de la quantité. La loi de l'offre et de la demande, cessant d'orienter le marché, autrement dit le marché étant arraché aux producteurs-échasseurs, ceux-ci en seront réduits à harceler l'Etat sous l'avalanche de leurs réclamations. Ainsi la bureaucratie étatique sera très vite amenée, pour sortir d'une confusion qui tourne à la catastrophe, à régler par des décrets production et répartition : ce sera l'économie artificielle des idéologues se substituant à l'économie naturelle ; ce sera le retour au socialisme utopique (mais les événements n'ont-ils pas démontré, depuis longtemps, que la pratique marxiste-social-démocrate rameutait invinciblement à Fourier et Cabet ?). « Gestion commerciale » lorsque l'économie sera sous la conduite, la « Führung » d'un Etat dont la politique financière, dominée par les idéologies les plus invraisemblables, est un défi aux règles les plus élémentaires de la comptabilité « commerciale » qui exigent impérieusement que les dépenses soient exactement balancées par les recettes ? Mieux vaudrait chercher la vertu dans les mauvaises

méthodes financières viciques de l'Etat ne manqueront pas de réagir fâcheusement sur la gestion de l'économie nationalisée. Il s'ensuivra nécessairement incurie, irresponsabilité, mauvaise production, accroissement du pourcentage des rebuts, cherté croissante. A des finances gouvernementales en état de faillite chronique correspondra une économie elle aussi en faillite continue. Ce sera pour toujours le système de la carte d'alimentation (l'exemple russe en dit long) et du rationnement aggravé. La lèpre bureaucratique aura gagné tout le corps économique et rongera la nation jusqu'à ce qu'elle en crève...

Ce que nous venons de dire nous dispense de nous étendre longuement sur tout ce qui a trait aux salaires, à la liberté syndicale, à l'embauchage et au débauchage. Dans cet ahurissant système, il n'y aura plus place pour le syndicat, comme le prouve l'abandon presque définitif des contrats collectifs. Le contrat suppose deux parties contractantes, et rien que deux. L'intrusion d'une tierce partie annule le contrat en lui substituant l'arbitrage, donc l'arbitraire. Le contrôle des changes permettra à l'Etat de réduire, voire même de supprimer le commerce extérieur, et ce sera l'autarcie. Le privilège d'émission, pratiquement transféré de la Banque de France au Trésor, donnera à la bureaucratie étatique toutes facilités pour abaisser le salaire relatif et réduire la consommation.

La bureaucratie, devenue de plus en plus dévorante, il faudra bien que les travailleurs se serrent la ceinture...

Disparition pratique du syndicalisme indépendant, autarcie, soumission des prolétaires à la portion congrue, irruption de l'arbitrage de l'Etat dans tous les compartiments de la vie sociale et anéantissement de toute liberté individuelle par le ravage de la personne humaine au rôle de rouage châtié d'une machine monstrueuse ; toute la vie publique de la nation, toute la vie privée des citoyens sous l'œil du flic...

Hé mais ! nous savons ce que c'est : c'est là quelque chose que nous connaissons trop bien par les gémissements de vingt peuples martyrisés en Europe, cela depuis la fameuse marche sur Rome en octobre 1921. Fascisme est son nom. Son nom maudit et exécré !

La défense des vieux

Au cours d'une de nos récentes réunions publiques, un auditeur d'âge à ne plus travailler nous a posé la question suivante : « Quel mode d'action préconisez-vous, dans le monde actuel, pour la défense des vieux travailleurs ? » La question ne saurait être mieux posée, et c'est avec plaisir que nous y répondons.

Il importe d'abord de considérer comment se présente la situation des vieux travailleurs dans l'économie actuelle et d'en tirer les conclusions, si l'on veut examiner sérieusement comment peut être entreprise l'action qui fera valoir leur juste droit à une vie normale.

Ce qu'il est convenu d'appeler un « vieux travailleur » est un ancien salarié qui, au cours de ses années de pleine vitalité physique, a fourni à la société, sous forme de travail (donc de production), le meilleur de lui-même. Au déclin de son existence, et quelle que soit la vigueur de ses facultés mentales, intellectuelles (qui sont généralement enrichies par une longue pratique de la vie), il est physiquement diminué et, de ce fait, ne peut plus assurer un rendement suffisant pour permettre à l'employeur de prélever, sur son travail, le bénéfice minimum que tout capitaliste exige de ceux qu'il ne considère que comme un matériel quelconque. Tel une vieille voiture est mise à la ferraille parce que ne tournant plus, le vieux travailleur est (souvent contre son gré) rejeté du cycle de la production.

Qu'il soit « mis à la retraite », rien que de très naturel. Mais alors, au lieu que ce changement de situation soit une sanction, il doit au contraire s'opérer comme la consécration d'un droit. Il est scandaleux de constater qu'ayant atteint un certain âge, le travailleur ne puisse goûter les joies du repos et de la vie facile, ce qui serait la conséquence naturelle du labour fourni par lui durant sa vie active.

Etant ainsi rejeté hors du champ de la production — donc de l'usine, du chantier ou de la ferme — notre « retraité » (600 fr. par mois !) se trouve dans l'impossibilité absolue de faire valoir ses droits autrement que par des meetings, déléguations et autres moyens inopérants.

Or, ce qui permet aux travailleurs en activité d'imposer parfois leur volonté au patronat ou à l'Etat, c'est qu'êtant producteurs, ils peuvent, par la grève, agir directement sur la production, faire pression sur l'économie ; donc, ébranler tout le système capitaliste, dont le fonctionnement ne peut se passer de leur concours. En d'autres termes, ils ont à leur disposition l'action directe, la seule qui soit prise au sérieux.

Pour nos vieux camarades, il en va tout autrement. Toutes les démonstrations de masse qu'ils pourront faire, toutes les déléguations qu'ils pourront envoyer auprès des ministres ne seront prises en considération que dans la mesure où elles serviront des intérêts de fractions politiques. Et les politiciens s'arrangeront toujours pour en faire des mécontents, car la « défense des vieux » (qui sont des électeurs) est un excellent tremplin pour campagne électorale.

Ainsi, alors qu'il est prouvé que seule l'action directe — la grève — contraint le capitalisme à lâcher du lest, nos vieux camarades se trouvent dans une position qui ne leur permet plus de la pratiquer. C'est donc aux générations plus jeunes

aux travailleurs en activité, qu'il appartient de la faire à leur place. C'est aux travailleurs organisés qu'il revient de faire valoir, par le canal de leurs organisations syndicales, les droits de leurs vieux camarades. C'est à la C.G.T. de se faire leur interpréte à l'échelle nationale. C'est là, d'ailleurs, ce qu'elle feint de faire, mais nous ne sommes pas dupes. Elle revendique, pour les vieux, la somme dérisoire de 1.000 fr. par mois ! Le moins que l'on puisse décentement réclamer pour eux est une retraite égale au salaire départemental de la catégorie la moins payée (ce qui leur ferait, pour la Seine, 3.390 fr. par mois). Ce salaire, obligatoirement applicable, est basé sur le minimum vital, et nous ne voyons pas pourquoi ce minimum vital devrait subir une diminution pour la simple raison qu'un travailleur cesse, en raison de son âge, tout travail productif. C'est le consommateur qu'il s'agit de considérer ici et non le travailleur dévoué.

Une telle revendication doit faire l'objet d'une vaste campagne. Pour aboutir, la grève générale est le seul moyen efficace à envisager. Si le salarié est conscient de sa condition économique, qui fait de lui un futur vieux travailleur, s'il est pénétré de ce sentiment de solidarité sans lequel rien de grand ne peut être fait, il ne doit pas hésiter à passer à l'action pour ses frères plus âgés que lui.

Pour qu'une retraite ainsi acquise conserve toute sa valeur d'achat, elle devra être augmentée chaque fois que les salaires seront augmentés. D'aucuns nous diront que l'économie capitaliste serait ébranlée par de telles mesures et qu'il est chimérique d'envisager les choses sous cet angle. Mais alors, s'il en est ainsi, c'est donc que cette économie se condamne elle-même, car elle est incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires de tous les membres de la société. Il ne lui reste plus qu'à disparaître ! Ici encore la Révolution apparaît comme le moyen ultime.

Voilà, vieux camarades, comment se présente pour nous le problème de notre défense et les méthodes qu'il impose pour être résolu.

Nous ne faisons pas de vaines promesses. Et c'est parce que nous sommes de tout cœur avec vous, parce que notre raisonnement n'est guidé par aucune préoccupation mercantile, que nous vous disons, sans retenue aucune, ce qui nous paraît être la vérité.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA RÉGION PARISIENNE

La Région Parisienne de la Fédération Anarchiste convie instamment tous ses groupes — responsables et militants — à assister à son ASSEMBLÉE GÉNÉRALE qui se tiendra en la salle D des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris (6^e) (métro : Odéon ou Saint-Michel), le SAMEDI 24 NOVEMBRE 1945, A 14 HEURES TRES PRÉCISES.

L'ordre du jour étant chargé, les camarades militants sont priés de se présenter à l'HEURE EXACTE.

Seuls peuvent assister à cette Assemblée Générale les camarades munis de cartes ou présentés par les secrétaires responsables comme appartenant bien à un groupe.

Les secrétaires de groupe se feront un devoir d'avertir tous les camarades intéressés.

LA C. I.
DE LA RÉGION PARISIENNE.

AU SECOURS
DE NOS FRÈRES ESPAGNOLES

Nos camarades espagnols de la C.N.T. F.A.I. en exil depuis 1939 vivent souvent dans des conditions matérielles déplorables, l'Administration française oubliant qu'ils sont les victimes de la première phase de la lutte contre le fascisme.

Ceux des antifascistes de la première heure qui sont restés en Espagne et préparent clandestinement sa libération du joug franquiste vivent dans des conditions non moins difficiles. C'est pourquoi nous demandons aux ennemis de tous les fascismes de les aider en se joignant à nous en prenant part à notre SOUSCRIPTION NATIONALE pour l'Espagne antifasciste et libertaire.

Adresser tous les fonds à Louis Laurent, C.C.P. 389-76, Paris, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

C.C. P. 3585-80. Paris.

Imprimerie Spéciale
du « LIBERTAIRE »,
exécuté par un groupe
d'ouvriers syndiqués.

COMMUNIQUÉS

Dans le but de coordonner l'action anarchiste et de faciliter la propagande, les camarades des départements suivants sont invités à se mettre dès maintenant en rapport avec nous : Seine-Inférieure, Eure, Orne, Manche, Calvados, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Haute-Marne, Mosaïque, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin.

LE SECRETARIAT.

❖ * ❖

Le camarade Miston, demeurant chez Reynaud, 3, rue Childebert, à Nîmes (Gard), demande des nouvelles de Ludovic ROSSI, de sa compagne et de son fils.

Conditions d'Abonnement

12 Numéros 45 frs

24 — 90 "

Adresser toute demande à Louis HAAS, 145, Quai de Valmy, 145 — Paris (10^e).

Le dernier Congrès extraordinaire des Métaux.

A LA FOIRE D'EMPOIGNE

Si le but du « congrès extraordinaire » qui vient de tenir le Syndicat des Métaux consistait seulement à modifier les statuts, on doit convenir que la convocation de ce congrès était un acte de pure honte d'âme de la part de ces messieurs de la rue Pierre-Timbaud. Il s'agissait, en dehors des statuts, d'accomplir une opération plus large et à la fois plus limitée dans son efficacité qu'un quelconque bouleversement de réglementation administrative, et cela dans le minimum de temps.

S'il pouvait rester quelque doute dans l'esprit des syndiqués sur le brio avec lequel les « démocrates » galopent sur les règlements et leur habitude à contourner l'obstacle, la préparation de ce « congrès » suffirait, je crois, à les édifier.

Il est d'ailleurs certain que la tenue de ces assises s'imposait. On avait bien déjà amorcé l'affaire il y a quelques mois, lors de la tenue du dernier congrès, mais le tripotauillage auquel on s'était livré alors n'avait fait que mettre en appétit la clique dirigeante et surtout « dirigée » de notre syndicat. Aujourd'hui, c'est mieux, on voit plus long. Comme préparation, c'est parfait.

Certes, les statuts sont formels : un délai d'un mois est prévu entre l'annonce et la tenue d'un congrès ; qu'importe, ce sont justement eux qui doivent subir le premier choc ; alors, un peu plus tôt ou un peu plus tard... Tout de même, l'affaire menaçait de se gâter, dans les usines on murmurait. Qu'à cela ne tienne, nos gens, pleins de ressources, avaient quelques cadavres d'anciens syndicalistes à leur disposition. Ces cadavres devaient servir de pancarte électorale et leurs corps exposés sur un parvis qui a vu rouler de coups, autrefois, les compagnons de Villon, pouvaient servir à double emploi : au nom de la piété antifasciste et de la prudence stalinienne. Le congrès fut repoussé de huit jours.

Les nouveaux statuts, eux, ont été distribués avec une parcimonie à laquelle la campagne électorale ne nous avait pas habitués.